

**15 février 2006**

## **Québec solidaire : un parti du XX<sup>ie</sup> ou du XXI<sup>ie</sup> siècle ?**



Le congrès de fondation de Québec Solidaire a été un succès populaire dans un contexte de défaite stratégique du prolétariat québécois. Ce paradoxe a été à l'image des résultats électoraux fédéraux au Québec : une augmentation de trois points de pourcentage des partis de droite, PCC plus PLC, contrebalancée par une augmentation similaire du NPD. Ce match nul, si on ignore pour un moment l'analyse en termes de question nationale, est similaire au résultat électoral de l'UFP pour l'élection partielle de Outremont qui, en termes relatifs, a fait du sur place par rapport à celui de l'élection générale de 2003. (L'augmentation relative dans Verchères s'explique par le fait que le candidat n'a pas été une candidature-poteau comme en 2003.)

La question nationale, quant à elle, explique le basculement relativement important en faveur du PCC, unique au Canada, surtout aux dépens du PLC mais aussi du Bloc que les nationalistes québécois fédéralistes ont lâché suite à une campagne du Bloc essentiellement réactive anti-PLC et sans contenu qui n'escomptait pas une percée conservatrice. Ce paradoxe est d'ailleurs aussi pan-canadien : les partis de droite ont mené une campagne de gauche par rapport à leurs politiques historiques réellement existantes tandis que le NPD en a mené une de droite particulièrement par rapport à la question nationale québécoise et à la question de la sécurité nationale, en diapason avec ses politiques néolibérales réellement existantes quand ils sont au pouvoir.

Ce succès populaire et médiatique du congrès de fondation semble vouloir se traduire en termes électoraux si l'on en juge par un récent sondage qui prédit un score national entre 4 à 20%. Cependant, il y a loin de la coupe aux lèvres tant l'impressionnisme après congrès risque d'y être pour beaucoup dans ce résultat qui peut devenir un piège s'il est pris trop au sérieux. De toute façon, les prochaines partielles de Ste-Marie/St-Jacques donneront l'heure juste d'autant plus que ce comté a donné le troisième meilleur résultat relatif (6.48%) en 2003 après Mercier et Outremont et que le parti est capable, lors d'une proportionnelle, d'y concentrer assez d'effectifs et de ressources pour mener une campagne électorale traditionnelle efficace.

De plus, étant donné la cristallisation droitière de la direction péquiste catapultée par un vote clair de sa base, en contradiction avec la teinte plus à gauche de son programme que cependant seul SPQ-libre défend, l'absence de plate-forme de Québec Solidaire (PQS) n'y sera pas un obstacle électoraliste. Toutefois, le PQS devra couvrir cette tâche de naissance par des positions ad hoc au moins sociales-libérales sur la question de la privatisation de la santé dans le sillage du jugement Chaoulli, sur celle du logement et de la pauvreté, sur celle des garderies, sur celle de l'autoroute 25 et, bien sûr, sur celle de la proportionnelle. Si les résultats électoraux de Ste-Marie/St-Jacques vont dans le sens des sondages, l'électoralisme connaîtra des beaux jours tout en donnant au PQS un rapport de forces pour tenter de négocier un partage de comtés au moins minimaliste avec le PQ qui pour l'instant rejette cette possibilité.

## Un congrès-spectacle avec, heureusement, quelques ratées

En escamotant au congrès de fondation la question de la plate-forme et du programme, la nouvelle direction a évité de faire apparaître au grand jour son orientation résolument sociale-libérale telle que révélée par le contenu du Manifeste des solidaires dont les quatre porte-parole de l'UFP et d'Option citoyenne, soutenus par quatre députés péquiste et bloquistes, furent les initiateurs et dont le nouveau site du PQS fait la promotion comme seul lien extérieur (voir mon essai « *Les manifestes des « lucides » et des « solidaires »... Ni lucide ni solidaire... mais capitalistes* »). Le congrès de fondation, cependant, n'a pas pu cacher le caractère creux et mensonger des slogans « démocratie participative » et « faire la politique autrement » dont se réclame la nouvelle direction. On a plutôt eu droit à une démonstration de « politique sans faire de choix » pour reprendre l'expression du chroniqueur Michel C. Auger dans le Journal de Montréal du 11 février.

Malgré une procédure étouffante qui interdisait d'amender la « Déclaration de principe » et d'introduire de nouveaux amendements aux statuts après ceux envoyés au plus tard un mois et demi avant le congrès (19 décembre)... sauf une exception de taille décidée arbitrairement par la présidence d'assemblée, le congrès a tenté de traverser la course à obstacle de cette rigidité, du tamisage des ateliers à assignation obligatoire sans pouvoir en changer et auxquels étaient attribuées en priorité des sections précises des statuts non connues d'avance, de la sélection des votes prioritaires en assemblée générale en fonction d'impératifs électoralistes et non de l'organisation des débats sur la plate-forme et de la participation aux luttes sociales. Le congrès a donc pu, en toute fin de journée le samedi au détriment des parents qui avaient dû quitter pour aller chercher leurs enfants en garderie qui fermait, et in extremis le dimanche — même là, il a fallu obligé la présidence à faire le débat au moins avant les discours de clôture — faire le débat crucial sur la démocratie dans le parti, le seul débat de fond qu'il était possible de faire.

Deux débats eurent lieu à propos de la création d'une Commission environnementale relevant directement du congrès versus la proposition de la direction d'un comité thématique sur l'environnement relevant de la Commission politique elle-même relevant du Conseil exécutif national (CEN). Malheureusement, les défenseurs de cette proposition ont commis l'erreur de s'appuyer non sur son enjeu démocratique mais sur la spécificité de la question environnementale, ce qui a provoqué une résistance chez plusieurs qui soit privilégiaient d'autres questions soit qui pensaient que la question des femmes était la seule méritant une Commission nationale. En effet, l'enjeu de ce débat était le rejet du verticalisme de la direction du PQS pour lui substituer une structure favorable à la démocratie participative. Les deux votes furent donc perdus même si les minorités ont été significatives.

Finalement vint le débat sur la Commission politique où l'enjeu démocratique fut immédiatement soulevé d'autant plus que la direction avait fait la bétise d'auto-amender sa proposition initiale en prétendant « bonifier » un amendement d'une région lequel n'avait aucun rapport avec son propre auto-amendement. Alors que la proposition initiale prévoyait que la Commission politique relèverait du Conseil national, l'auto-amendement de la direction la faisait dorénavant relever... du CEN, y compris la nomination des responsables thématiques, quitte à faire ratifier le tout par le Conseil national, c'est-à-dire à réduire son rôle à du « *rubber-stamping* ». Comme la tâche principale du PQS pour la prochaine année sera de se doter d'une plate-forme, inutile d'insister sur le caractère crucial de ce débat relégué en toute fin de congrès.

La direction du PQS, ayant flairé la possibilité de perdre le vote, recourut aux grandes manœuvres tacticiennes à faire honte à la direction péquiste elle-même. On s'arrangea en haut lieu pour faire présenter un pseudo sous-amendement à l'amendement de l'atelier réclamant le retour à la formulation initiale, sous-amendement spontanément accepté par la présidence de l'assemblée à l'encontre de la procédure préalablement acceptée. Pourtant, ce sous-amendement était dans son contenu une contre-proposition rétablissant « temporairement » la prééminence du CEN sur la Commission politique pour soi-disant éviter un passage à vide d'ici le premier Conseil national. Comme s'il n'aurait pas été possible d'immédiatement appeler les instances de base à faire des propositions de plate-forme et d'organiser un comité ad hoc national à cet effet par un simple appel au volontariat aux mille personnes présentes. Pris par surprise, le congrès ou bien ne comprit pas la manœuvre ou bien ne sut comment y réagir. On vota donc tout de go l'amendement et son contraire. Toutefois, comme le sous-amendement ne redonne l'initiative au CEN que jusqu'au prochain Conseil national, attendu au printemps sans toutefois que le CEN ne se soit compromis sur une date même approximative, il serait possible pour la base de reprendre l'initiative à ce moment-là.

La conséquence du verticalisme de la direction du PQS fut particulièrement évidente lors du débat sur le logo. À aucun moment donné avant le congrès ne fut-il possible à la base des deux partis fondateurs de faire des propositions sur le logo. Faut-il alors se surprendre du fort rejet de propositions de logo à couleur de salon mortuaire qui tombaient à droite ? Catastrophée, la direction soudainement redécouvrit les vertus de la démocratie participative en ayant soin, cependant, de contrôler l'appel à des propositions de la base par un comité de filtrage avant de les renvoyer aux instances locales et régionales pour discussion.

Cette mentalité bureaucratique de contrôle a d'ailleurs imprégné toute la préparation du congrès du moins du côté de l'UFP. Les propositions d'amendements aux statuts parvenues au centre pour le 19 décembre ne furent renvoyées à la base que plus d'un mois plus tard non pas telles quelles mais qualifiées en termes de « retenues » ou « non retenues ». Pourtant, renvoyer immédiatement à la base les propositions reçues sous forme de courriels groupés ou par l'intranet et même l'internet — pourquoi craindre les débats ouverts ? — était un jeu d'enfant pour quiconque moindrement pénétré d'esprit démocratique.

Le même contrôle étouffant a considérablement restreint le débat sur le nom du parti. Sur les 150 noms suggérés, seul quatre furent soumis à la base dont trois contenant l'expression « citoyen » ou « citoyenne » se ressemblaient étrangement. Comme si on avait voulu canaliser le choix sur le nom « Québec solidaire ». Quant à distribuer, par l'envoi postal officiel des documents du congrès, les textes des instances de base ou des « collectifs » alias « entités politiques » ou lors de l'inscription, quitte à imposer des contraintes de volume, il ne fallait même pas y penser. Heureusement, on n'a pas osé aller jusqu'à empêcher la diffusion de tracts ou d'avoir une table de littérature même s'il y a eu hésitation. Cependant, il ne fut pas possible de discuter en plénière l'amendement d'au moins un atelier proposant que les collectifs aient le droit d'avoir au moins une délégation non votante au Conseil national et au Congrès. Ce débat se tiendra donc au prochain Conseil national en l'absence officielle des principaux concernés. Magnifique pluralisme bureaucratique quand tu nous tiens.

### **En prime, du vedettariat menant à terme au culte de la chef**

C'est un secret de polichinelle qu'Option citoyenne s'est formé autour de l'ancienne présidente de la Fédération des femmes du Québec et ex-animatrice de la Marche des femmes et de son entourage. La force relative du mouvement féministe au Québec est certainement un point fort de

la société civile québécoise, qui mériterait d'être mieux reconnu et compris, et même un acquis du mouvement social mondial dont ont pu se rendre compte avec fierté toutes les Québécoises et Québécois ayant participé aux Forum sociaux mondiaux. L'apport d'Option citoyenne à la fondation de Québec solidaire en est la preuve. Le mérite en revient aux femmes du Québec et plus particulièrement à l'ensemble des militantes féministes.

Il ne faudrait pas, cependant, que ce précieux acquis dans une situation sociale devenue difficile soit dilapidé par un culte de la personnalité qui dans un parti politique prend la forme du super-verticalisme bien connu du ou de la chef. Cette formule est excellente pour les partis néolibéraux qui ont besoin d'un dirigeant fort pour concilier l'inconciliable entre les impératifs du Capital qui dirige en dernière analyse ces partis et les intérêts populaires desquels dépendent au bout du compte l'élection de leurs parlementaires. Ainsi s'est historiquement imposé le troc entre, d'une part, la discipline de parti et, d'autre part, le soutien de l'appareil, et en particulier de sa caisse électorale, pour se faire élire. Pour que fonctionne ce système, il a bien fallu que l'argent devienne le nerf de la guerre pour gagner des élections réduites de plus en plus en des opérations de marketing commercial à l'image du marché dont l'État bourgeois est le garant.

Ce super-verticalisme est cependant un obstacle de taille à un rassemblement de la gauche, très éclatée depuis la faillite du socialisme réellement existant du XX<sup>ie</sup> siècle, dans un parti qui doit être nécessairement pluraliste en principe et dans les faits. L'imitation du verticalisme des partis néolibéraux, d'autant plus tentant que c'est le seul exemple à portée de la main, peut paraître un bon expédient pour faire par le haut l'unité de cette gauche éclatée. Ce verticalisme, cependant, démobilise la militance dans le parti et tient à l'écart la militance sociale. On votera pour le parti, peut-être même massivement si l'évolution de la conjoncture en fait le parti de l'alternance suite à un approfondissement des contradictions sociales. Certaines et certains consentiront au travail électoral traditionnel. Mais faute de militance de masse, le parti sera contraint d'avoir recours aux moyens traditionnels pour rejoindre la population. Pour cela il faut de l'argent, même beaucoup, et avoir la sympathie des monopoles médiatiques. Cela se paye par la néolibéralisation du parti, tant de son programme que de ses structures et de son fonctionnement.

Le XX<sup>ie</sup> siècle est un cimetière de telles évolutions. Plus les partis soit de type staliniens soit de type sociaux-démocrates se réconciliaient avec le capitalisme jusqu'à très souvent en devenir néolibéraux à partir des années 80, plus s'y développaient le culte du chef et la domination de l'appareil. Les exemples d'État à parti unique sont connus même si le nationalisme anti-impérialiste de certains y maintiennent d'indéniables traits progressistes. On oublie trop souvent les chefs forts des partis sociaux-démocrates, de François Mitterand à Tony Blair en passant par Jack Layton et Gerhard Schröder. Nulle part ce modèle de parti à chef bonapartiste n'a ouvert la voie au socialisme. L'exemple récent du PT brésilien qui n'a même pas fait une réformette confirme au centuple le cul-de-sac de ce modèle. Les chefs charismatiques du MAS bolivien et bolivarien décevront tout autant quelque soit les incontestables progrès sociaux et démocratiques du Venezuela acquis grâce à la combinaison de la richesse pétrolière et des soulèvements populaires.

Ce fut toute un choc de lire à la une du Devoir du 6 février que le porte-parole homme du PQS

*« a indiqué qu'avant la prochaine élection générale québécoise le PQS se donnerait un chef et qu'il appuierait la candidature de Mme David, qui deviendrait ainsi la première à occuper un tel poste au Québec. Selon le cofondateur d'Option citoyenne, François Saillant, il fallait laisser la fusion s'effectuer sur le terrain pendant quelque temps avant de choisir un chef. «Si on avait voulu faire ça en fin de semaine, ça n'aurait pas été accepté», a-t-il indiqué. »*

On ne sait trop s'il faut qualifier de bureaucratisme naïf ou de cynisme consommé pareils aveux. On ne se surprend alors pas de la méthode d'élection de la nouvelle direction qui a conduit à dix postes élus par acclamation sur seize sans compter deux ou trois postes où le ou la candidate de l'équipe de la direction avait comme opposant des candidats ou candidates égarées qui n'avaient pas compris la mécanique du processus de sélection. Ces messieurs-dames se sont méticuleusement séparées les postes quitte à faire de difficiles arbitrages puisque les deux directions combinées comportaient trop de joueurs. À l'UFP, cet arbitrage a même nécessité une bizarre élection indicative au dernier Conseil de l'Union.

Bien entendu, pour empêcher toute mauvaise surprise, chaque candidat ou candidate n'avait droit qu'à une demie-page de présentation écrite qui ne laissait assez de place qu'essentiellement pour un bref CV. Aucun temps ne fut réservé au congrès pour que les candidats et candidates puissent au moins brièvement se présenter et surtout présenter leur orientation politique et faire valoir leur crédibilité. Le spectacle d'auto-encensement du vendredi soir aurait pu être avantageusement remplacé par une telle présentation pour le plus grand bien de la démocratie. Aucun arrangement ne fut proposé pour que les candidats et candidates puissent rencontrer les congressistes de façon organisée. À côté d'une pareille caricature, les processus d'élections internes des partis néolibéraux — pensons à l'élection du chef du PQ qui donna lieu à plusieurs débats contradictoires thématiques et publics — est un modèle de démocratie.

Domage que la poignée d'anticapitalistes qui résistent à la vague électorale sociale-libérale au lieu d'y succomber n'aient pas su s'organiser pour courageusement présenter une équipe alternative au moins dans quelques postes sur une base politique commune. Table de littérature et distribution de tracts — même assumer ces traditions n'étaient pas évident — en auraient acquis un sens politique fort au lieu d'être de la simple propagande générale ou, au mieux, de l'agitation sur des points particuliers des statuts. Il est cependant possible que cette modeste agitation ait contribué à faire gagner des amendements en ateliers et en particulier à faire ressortir la question clef des Commissions et de leur contrôle.

### **« Back to the future » à quel prix et pour combien de temps ?**

De dire Lise Payette dans sa chronique dans le Journal de Montréal du 6 février : « *La fondation de Québec solidaire s'est jouée comme une grand-messe.* » sans aucun, ou presque, de ces « abominables » et passionnants débats politiques qui traversent les congrès des partis néolibéraux et qui avaient traversé le congrès de fondation de l'UFP. Est-ce cela « faire de la politique autrement » ? N'est-ce pas plutôt un incroyable « back to the future » qu'on croyait à jamais révolu ?

Le peuple québécois est un des rares peuples du monde impérialiste, avec l'Irlande et les États-Unies, à ne jamais avoir fait l'expérience de la sociale-démocratie ou du stalinisme de masse, aujourd'hui tous deux néolibéralisés, malgré d'infructueuses tentatives dans la première décennie du XX<sup>ie</sup> siècle, avec Gustave Franck et Albert St-Martin, au sortir de la Deuxième guerre mondiale sous la direction du Parti communiste puis au début des années 60 avec Fernand Daoust, Michel Chartrand et bien d'autres.

Peut-être faut-il en passer par là pour comprendre dans la douleur le bilan catastrophique de la gauche du XX<sup>ie</sup> siècle ? Il revient à la gauche anticapitaliste de faire en sorte que cette illusion de « néolibéralisme à visage humain » guidée par un parti bureaucratique calqué sur son alter ego, la bureaucratie syndicale, soit la plus rapide et la moins malheureuse possible en s'appuyant sur la dynamique de la lutte sociale, pour l'instant dans un creux, qui un jour ou l'autre précipitera un

débat stratégique dans ce parti dont la direction croit possible de réduire, sans faire de débat, la politique à l'électoratisme.

On peut faire l'hypothèse que ce débat stratégique viendra plus vite que l'on pense. Le monde est sorti de la nuit néolibérale qui a gaspillé une génération. Toutefois, s'il sait ce dont il ne veut plus, s'il a même une bonne idée d'un monde alternatif — un monde autogéré de plein emploi écologique et socialement utile — il ne sait pas encore quelle stratégie déployer pour y arriver. Comment conjuguer les cadre national et international étant donné que les États nationaux sont toujours les lieux principaux de la mobilisation mais que les solutions sont internationales ? Étant donné l'éclatement national et international du prolétariat qui se traduit par une pluralité d'organisations, de revendications et des moyens d'action, comment réinventer le cri de ralliement de la naissance du combat socialiste : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » ?

C'est ce vide stratégique sur fond de rejet du néolibéralisme que remplit par défaut le retour des vieilles solutions faillies du XX<sup>ie</sup> siècle dont le nouveau PQS est un nouveau-né déjà vieux mais pas encore consolidé. Le défi des anticapitalistes dans le PQS est certes d'animer ce débat stratégique tout en contribuant à construire cette espace politique qui rassemble une partie importante de la gauche. Il est surtout, cependant, de contribuer à l'élaboration d'une plate-forme qui réponde « réalistement » aux besoins et aux revendications populaires et à une stratégie « réalistement » capable de nous permettre d'atteindre nos objectifs de sorte à poser la nécessité de la rupture avec le capitalisme.

**Marc Bonhomme, bonmarc@videotron.ca**  
**15 février 2006**